

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/COMTD/IF/34

8 avril 1998

(98-1417)

---

Comité du commerce et du développement  
Cadre intégré pour l'assistance technique  
liée au commerce

Original: français

EVALUATION DES BESOINS D'ASSISTANCE TECHNIQUE LIEE AU  
COMMERCE PRESENTEE PAR LE TOGO

REPONSES INTEGREES DE LA BANQUE MONDIALE, DU CCI,  
DE LA CNUCED, DU FMI, DE L'OMC ET DU PNUD<sup>1</sup>

TOGO

---

<sup>1</sup>Publiées conformément aux dispositions du paragraphe 5 e) du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce (WT/LDC/HL/1/Rev.1).

EVALUATION DES BESOINS D'ASSISTANCE TECHNIQUE LIEE AU  
COMMERCE PRESENTEE PAR LE TOGO

La présente évaluation globale des besoins d'assistance technique liée au commerce et de renforcement des capacités humaines et institutionnelles du Togo a été élaborée dans le cadre de la préparation de la réunion multipartite (OMC, Banque mondiale, CCI, CNUCED, FMI, PNUD, pays les moins avancés) de haut niveau prévue pour les 27 et 28 octobre 1997 à Genève et consacrée au commerce des pays les moins avancés (PMA).

L'objectif de cette réunion est de favoriser une approche intégrée des moyens d'aider les PMA à accroître leurs possibilités d'échanges commerciaux.

L'évaluation a été élaborée sur la base du questionnaire préparé et présenté aux PMA par le Secrétariat de l'OMC. Elle porte ainsi sur les trois (3) grands chapitres suivants: a) politique commerciale, b) obstacles à l'expansion du commerce et c) assistance technique.

A. Politique commerciale

**a) Quels sont les secteurs qui, à votre avis, ont un potentiel d'exportation inexploité ou sous-exploité?**

Les secteurs qui ont un potentiel d'exportation inexploité sont:

- les plantes et herbes médicinales;
- les produits de l'artisanat (articles décoratifs, cantines, ameublement, paniers et articles de vannerie, tissage, teinture, articles en pierres ornementales, confection, etc.);
- le secteur minier;
- les fruits et légumes;
- les céréales (sorgho, maïs, etc.);
- les tubercules (ignames, etc.).

Le potentiel export sous-exploité du pays concerne:

- le café/cacao;
- les oléagineux/huiles;
- les épices;
- les herbes aromatiques;
- les fleurs coupées;
- le marbre et les pierres dites ornementales;
- les fruits frais et transformés;
- les préparations de manioc (gari, tapioca, cossettes);
- les services (Port de Lomé, Couloir du Togo, transport, assurance, transit, services informatiques, traduction, conférences et rencontres, etc.);
- les services du tourisme.

**b) Pourriez-vous définir le point de vue de votre pays concernant les raisons des changements qui ont pu intervenir dans la structure et l'orientation des courants d'échanges (exportations et importations)?**

Dans la sous-région, le Togo est l'un des Etats promoteurs des regroupements régionaux (CEDEAO, UEMOA) et de la politique du développement des échanges Sud-Sud en général et

sous-régionaux en particulier. La dévaluation du franc CFA et le faible pouvoir d'achat du Togolais moyen constituent des raisons suffisantes pour diversifier les sources d'approvisionnement (à la recherche des fournisseurs de biens et services bon marché et de bonne qualité).

D'autre part, la déréglementation du commerce international par les accords du Cycle d'Uruguay, a érodé les avantages préférentiels accordés aux pays ACP sur le marché de l'Union européenne par la Convention ACP-UE de Lomé IV, d'où la nécessité de la diversification des pays destinataires des exportations du Togo.

Par ailleurs, la dépendance du Togo, pour ses besoins en devises, vis-à-vis des phosphates, du coton, du cacao et du café dont les fréquentes fluctuations des cours entraînent une baisse des revenus, rend fragile l'économie nationale. C'est ce qui explique que le taux de dépendance par rapport à ces quatre produits soit passé de 87,5 pour cent entre 1975-1977 à 71,7 pour cent sur la période 1989-1991.

**c) Quels ont été tout récemment les objectifs de la politique commerciale, par rapport à ce qu'ils étaient il y a une vingtaine d'années?**

Dans le but de la recherche de l'efficacité commerciale, les autorités togolaises se sont engagées depuis plusieurs années dans des programmes de libéralisation de l'économie. Les premières décisions de dissolution des monopoles d'Etat avaient été déjà prises en 1986. Soumis à des contraintes de restructuration et d'assainissement budgétaire, l'administration se désengage des activités de production et de commerce de manière massive. Elle s'applique à mettre au point un cadre réglementaire et institutionnel pouvant stimuler l'investissement et l'initiative privée. Cette tendance est renforcée par la nécessité de redonner confiance aux milieux d'affaires qui ont eu tendance à désertir une place financière et une plaque tournante d'activités commerciales immenses que fut naguère la place de Lomé.

La politique commerciale vise à:

- initier de nouveaux produits à l'exportation;
- améliorer la productivité et la qualité des produits exportables;
- améliorer la vente des produits traditionnels;
- promouvoir les exportations;
- rechercher par conséquent de nouveaux débouchés;
- renforcer la participation du secteur privé à l'élaboration de la politique commerciale.

En terme de résultats escomptés, la "nouvelle stratégie" pour le développement et la promotion du commerce extérieur est axée principalement sur l'accroissement de la production et de l'exportation des produits agricoles non traditionnels, tels que les produits vivriers, les légumes, les fruits, les huiles essentielles et les produits d'origines animale et halieutique.

Ces orientations générales de la politique gouvernementale ont pu être concrétisées dans le domaine de la promotion des zones franches et par la privatisation de certaines entreprises d'Etat.

**d) Quels sont les ministères chargés des questions de politique commerciale, y compris l'élaboration, la mise en oeuvre, les moyens d'application et la surveillance? Comment se fait la coordination? Quels sont les rôles respectifs des ministères compétents (en particulier pour ce qui est des politiques tarifaires et autres politiques touchant directement les exportations et les importations de marchandises et de services)?**

Les Ministères de l'industrie et du commerce, du plan et de l'aménagement du territoire, de l'économie et des finances, des sociétés d'Etat et de développement de la Zone franche, des affaires étrangères et de la coopération, du tourisme et des loisirs, du développement rural sont les ministères

chargés des questions de politique commerciale y compris l'élaboration, la mise en oeuvre, les moyens d'application et de la surveillance.

La coordination est assurée par le Ministère du plan et de l'aménagement du territoire dans le cadre de la politique générale du pays en matière de développement économique et social.

Le Ministère de l'économie et des finances est chargé de la conception et de l'application tarifaires, alors que le Ministère de l'industrie et du commerce est chargé de la conception et du suivi de l'application des autres mesures de la politique commerciale relative aux exportations et aux importations des marchandises et des services. Il le fait en concertation avec les départements concernés selon le domaine.

**e) Comment le secteur privé et les établissements universitaires sont-ils associés à l'élaboration et à la conduite de la politique commerciale?**

Par l'intermédiaire de la Chambre du commerce et de l'industrie du Togo (CCIT), du Syndicat des commerçants importateurs et exportateurs du Togo (SCIMPEXTO), du Conseil national du Patronat (CNP), le secteur privé est associé à l'élaboration et à la conduite de la politique commerciale. Les établissements universitaires y sont également associés.

**f) Quelles sont les institutions de votre pays qui peuvent jouer un rôle dans la mise en oeuvre d'un projet lié au commerce au niveau local? Indiquez leurs rôles respectifs.**

La réponse à la question f) nous amène à distinguer deux types de projet lié au commerce: projet initié par une personne morale privée ou une personne physique privée et par une administration publique.

La mise en oeuvre d'un projet initié par un privé requiert l'intervention des institutions suivantes:

- le Ministère de l'industrie et du commerce délivre l'autorisation d'installation et la carte d'importateur/exportateur;
- la Direction générale des impôts délivre le certificat d'imposition;
- le Tribunal du commerce inscrit le promoteur au registre du commerce;
- la Chambre de commerce et de l'industrie du Togo inscrit le promoteur et lui délivre une carte de ressortissant;
- la déclaration de l'entreprise se fait auprès de l'Inspection du travail et des lois sociales et à la CNSS.

S'agissant d'un projet d'aménagement et d'équipement des marchés et de tout autre projet lié au commerce qui relèvent de la compétence de l'administration publique, leur mise en oeuvre implique les institutions suivantes:

- le Ministère de l'industrie et du commerce identifie les besoins en collaboration avec les collectivités locales concernées;
- le Ministère du plan et de l'aménagement du territoire l'intègre dans la programmation des investissements publics et recherche le financement;
- le Ministère de l'intérieur alloue l'espace pour l'implantation du projet;
- la préfecture ou la municipalité exécute le projet et se charge de la gestion des installations.

**g) Quelles sont les principales lois et réglementations en matière de politique commerciale - à l'exportation et à l'importation? Veuillez donner une brève description de chacune.**

On peut noter dans l'ordre chronologique les principales lois suivantes:

1. Le Décret n° 69-223/PR du 17 novembre 1969: il est relatif à la profession d'importateur/exportateur et aux conditions de délivrance des titres d'importation et d'exportation (licences, carte d'import/export);
2. L'Ordonnance n° 88-04 du 27 juin 1988 portant libéralisation du commerce des produits soumis au monopole de la SONACOM, qui avait été institué en 1972;
3. Le Décret n° 80-184/PR/MCT du 26 juin 1980: il se rapporte aux attributions et à l'organisation du Ministère chargé du commerce;
4. L'Arrêté interministériel n° 2/MCT/MEF du 14 mars 1988: il a supprimé les licences d'exportation des produits industriels locaux;
5. La Note circulaire n° 144/MCT/DCE du 7 mars 1988 a supprimé les contingentements à l'importation de produits industriels similaires aux produits locaux;
6. La Loi n° 89-14 du 18 septembre 1989 et son Décret d'application n° 90/4 du 4 avril 1990 relatifs au statut de zone franche de transformation pour l'exportation;
7. La Loi n° 89-22 du 31 octobre 1989: elle est relative au code des investissements et comporte des mesures incitatives pour l'exportation;
8. L'Arrêté interministériel n° 10/MCT/MEF du 29 mai 1989: il a supprimé les licences d'importation en général;
9. Le Décret n° 92-092/PM/RT du 10 avril 1992 a supprimé les licences d'exportation des céréales et autres produits vivriers et libéralisé leur exportation sous réserve des mesures de sauvegarde pour la sécurité de la consommation nationale;
10. L'Arrêté interministériel n° 11/MCT/MEF du 28 avril 1992 a supprimé les prohibitions d'importation des viandes et poulets congelés;
11. La Note circulaire n° 1023/MCPT/DCE du 17 août 1995 a libéralisé l'importation et la commercialisation du fer à béton, de la farine de blé, du ciment et de tôles dont la production et la commercialisation par les industries locales étaient protégées;
12. Le Décret n° 96-025/PR du 18 mars 1996 qui a supprimé les procédures de licences d'agrément pour les produits de rente (café-cacao) ainsi que le monopole de leur exportation par l'OPAT liquide.

**h) Quels sont les principaux instruments de la politique commerciale - à l'exportation et à l'importation? Veuillez préciser (par exemple, pour les restrictions à l'importation, les questions pourraient être les suivantes: Quels sont les produits assujettis à des interdictions d'importer? Quels sont les produits assujettis à des restrictions quantitatives à l'importation? Quelles sont les prescriptions en matière de licences? etc.; Quel est le taux de droit le plus élevé actuellement en vigueur? Existe-t-il des droits d'accise, d'autres taxes "intérieures" dont le taux est différent pour les produits importés, ou pour des types de produits principalement importés?).**

Les principaux instruments de la politique commerciale - à l'exportation et à l'importation - du Togo sont tarifaires.

Les instruments tarifaires concernant le droit fiscal d'entrée dont le taux le plus élevé actuellement en vigueur est de 20 pour cent. Il existe également la taxe de péage, la taxe statistique, le droit du timbre douanier et la TVA.

Les instruments non tarifaires sont réduits aujourd'hui:

- aux interdictions d'importer ou d'exporter les drogues, les explosifs, les armes à feu et autres produits et matériels dangereux; et
- à la licence d'exporter les phosphates.

Mais les restrictions quantitatives, qui frappaient les produits importés entrant en concurrence avec la production locale, les licences d'importation et d'exportation des autres produits sont supprimées dans le contexte de la libéralisation de l'économie et du commerce.

**i) Si vous êtes Membre de l'OMC ou si vous avez engagé la procédure d'accession, quelles sont les dispositions prises par votre pays pour se conformer aux Accords de l'OMC?**

Le Togo a signé l'Acte final du Cycle d'Uruguay en août 1994 à Genève. Les listes de concessions (consolidation) et d'engagements spécifiques en matière de services ont été confectionnées et transmises à l'OMC.

Le Togo a ratifié les accords du Cycle d'Uruguay et notamment celui portant institution de l'OMC et est Membre originel de l'OMC depuis le 31 mai 1995. Le Togo a présenté en avril 1997 à l'OMC sa demande en vue de l'examen de sa politique commerciale.

**j) Le cadre de l'OMC est-il familier:**

- **aux institutions gouvernementales et paragouvernementales?**
- **au secteur privé?**

Le cadre de l'OMC est relativement familier aux institutions gouvernementales et paragouvernementales et au secteur privé. Un séminaire national d'information sur le Cycle d'Uruguay et l'OMC organisé en mars 1995 à Lomé, la réunion d'information sur le mécanisme d'examen des politiques commerciales en décembre 1996 à Lomé, la séance d'information à l'Assemblée nationale en vue de la ratification des accords du Cycle d'Uruguay, les diverses communications présentées au Conseil des ministres par le Ministre d'Etat chargé de l'industrie et du commerce à l'issue de sa participation aux réunions de l'OMC sont autant de manifestations qui ont donné l'occasion aux institutions gouvernementales et paragouvernementales et au secteur privé de se familiariser avec le cadre de l'OMC.

Il existe cependant un besoin réel d'assistance pour la maîtrise des accords du Cycle d'Uruguay.

**k) De quelle assistance technique avez-vous besoin pour pouvoir vous conformer aux Accords de l'OMC?**

L'assistance technique dont nous avons besoin pour pouvoir nous conformer aux Accords de l'OMC concerne:

- la compréhension des dispositions techniques des accords du Cycle d'Uruguay;
- les défis et les opportunités des accords du Cycle d'Uruguay et les dispositions à prendre pour lever les défis et tirer profit des opportunités offertes;
- la formation des compétences nationales en matière de gestion des questions relatives aux accords du Cycle d'Uruguay;
- le renforcement des structures gouvernementales et privées dans leur assistance au secteur privé national;
- l'ajustement réglementaire qui prendra en compte les dispositions des Accords de l'OMC;
- la diversification de la production à l'exportation;
- la promotion des exportations.

**l) Dans quels domaines spécifiques des Accords de l'OMC avez-vous besoin d'une assistance technique (par exemple accès aux marchés, agriculture, règles (pratiques antidumping, subventions, licences d'importation, règles d'origine, sauvegardes, etc.), OTC et SPS, services, ADPIC)?**

Les domaines spécifiques des Accords de l'OMC dans lesquels nous avons besoin d'une assistance technique sont:

- l'identification des opportunités d'exportation et des possibilités d'accès aux marchés, découlant de la mise en oeuvre des accords du Cycle d'Uruguay;
- l'agriculture;
- les règles (pratiques antidumping, subventions, règles d'origine, sauvegardes, accès aux marchés, licences d'importation, notification, mesures sanitaires, phytosanitaires, commerce et environnement);
- OTC et SPS, services, ADPIC, etc.

**m) Comment évaluez-vous vos capacités actuelles en matière d'analyse commerciale et de négociations, tant multilatérales que bilatérales, dans des domaines déjà couverts par les Accords de l'OMC et dans d'autres domaines liés au commerce, par exemple la politique de concurrence, le commerce et l'environnement?**

Nos capacités actuelles en matière d'analyse commerciale et de négociation, tant multilatérales que bilatérales dans des domaines déjà couverts par les Accords de l'OMC et dans la politique de concurrence, le commerce et l'environnement sont insuffisantes. Il faudrait non seulement développer des capacités de ressources humaines dans ces domaines, mais aussi et surtout apporter une assistance technique et financière.

#### **B. Obstacles à l'expansion du commerce**

Les obstacles au commerce, y compris les problèmes sur les marchés d'exportation, l'infrastructure, les capacités humaines, les blocages institutionnels, les problèmes de financement du commerce et les lacunes en matière d'information commerciale, peuvent empêcher un PMA de tirer pleinement parti des possibilités commerciales.

#### **Contraintes au plan de l'offre, y compris les blocages institutionnels**

**a) Quels sont les principaux éléments qui bloquent le développement d'une capacité soutenue d'exportation de marchandises et de services (par exemple facilitation du passage en douane, taux de fret, gestion de la qualité, élimination des procédures juridiques et administratives compliquées, manque de personnel qualifié, accès aux facteurs de production importés à des prix internationaux, ou insuffisance des services de télécommunication ou de transport, des installations portuaires, etc.)?**

- **Les pays sans littoral peuvent être confrontés à des problèmes additionnels, par exemple s'ils doivent utiliser pour exporter leurs produits des systèmes de transport et des services portuaires coûteux ou peu fiables. Si tel est le cas pour votre pays, veuillez indiquer quels sont ces problèmes. De quel type d'assistance technique auriez-vous besoin pour les régler?**

Les principaux éléments qui bloquent le développement d'une capacité soutenue d'exportation de marchandises et de services sont les suivants:

- i) Ni les services publics, ni la plupart des petites entreprises ne disposent de cadres spécialisés maîtrisant les techniques modernes de gestion à l'exportation, de création de produits exportables et de gestion de la qualité. Rares sont ceux qui maîtrisent les nouvelles dispositions régissant les relations commerciales internationales.
- ii) Aucune institution à Lomé ne dispose actuellement d'un système d'information commerciale pouvant identifier et mettre à la disposition de l'entreprise togolaise de commerce extérieur les opportunités d'affaires dont elle pourrait tirer avantage, ni les conditions dans lesquelles son produit pourra être commercialisé à l'étranger.
- iii) Le prix n'est pas le seul facteur déterminant de l'acceptation d'un produit sur les marchés extérieurs. Celui-ci doit répondre aux exigences des consommateurs, être conforme aux normes en vigueur sur les marchés en question si son prix est compétitif. A l'exception des produits traditionnels d'exportation pour lesquels la gestion de la qualité entrave au Togo l'expansion des exportations non traditionnelles.

Les problèmes sont:

- en amont de la production faible et irrégulière, l'indisponibilité de l'information normative et l'incapacité des structures en charge d'apporter une quelconque assistance à cet égard aux entreprises de commerce extérieur;
- les services en charge ne sont pas dotés d'une capacité d'intervention dans le domaine des exportations: certification et mise en conformité des instruments d'analyse avec les nécessités de cette certification.
- iv) Il n'existe pas au Togo un mécanisme de génération d'idées de projet de commerce extérieur.
- v) Il n'existe pas au Togo une certaine capacité technique dans l'entreprise orientée vers l'exportation ou autour d'elle, pour faciliter la conception des produits destinés aux marchés extérieurs ou l'adaptation des produits existants pour répondre aux exigences de ces marchés.
- vi) L'amalgame des métiers de producteurs et d'exportateurs constitue aussi un facteur qui entrave la réussite des PME au Togo sur les marchés extérieurs.
- vii) L'absence d'une stratégie claire et encourageante de financement pré- et post-expédition rend difficile la conduite d'une politique de développement de l'exportation.
- viii) La plupart des secteurs d'exportation font appel aux intrants importés. Or, le renchérissement des facteurs de production importés suite à la dévaluation et l'absence d'information commerciale sur les marchés fournisseurs, d'équipements industriels, de services de transport de matières premières et de produits semi-finis constituent



des éléments qui rendent difficile la maîtrise des coûts de production et de la qualité du produit d'exportation. En conséquence, du point de vue de la qualité et du prix, le produit destiné à l'exportation n'est pas compétitif sur les marchés extérieurs.

- ix) En matière de services de télécommunication, des installations portuaires et aéroportuaires, le Togo est bien desservi. Il dispose d'un réseau de communication assez efficace, d'un port franc desservant les pays sahéliens et des installations aéroportuaires capables de fournir des services de très bonne qualité à l'exportation et à l'importation des produits de tous genres.

**b) Y a-t-il des blocages institutionnels susceptibles de nuire à la bonne marche des politiques commerciales de votre pays? Veuillez donner des détails. Par exemple, quels sont les problèmes signalés par les différents acteurs, à savoir les exportateurs, les producteurs, les fournisseurs de services (banques, compagnies d'assurance, services de contrôle de la qualité, transporteurs, etc.), les associations professionnelles et les ministères? Ces problèmes paraissent-ils se poser principalement dans les domaines suivants:**

- i) **ressources humaines;**
- ii) **gestion de l'institution;**
- iii) **ressources financières et matérielles;**
- iv) **communication?**

Les blocages sont surtout dus à la carence ou à la faiblesse des mécanismes de coordination et de suivi entre les institutions.

Les opérateurs signalent en général la dispersion des services chargés des formalités administratives relatives à l'installation des entreprises. Ils souhaitent la création d'un guichet unique. Les importateurs se plaignent du poids fiscal, des taxes et des tracasseries douanières et de lourdeur administrative.

Les exportateurs et les importateurs soutiennent que le Conseil national des chargeurs (CNCT) représente une charge sans contrepartie puisqu'il ne leur rend aucun service. La rémunération du CNCT est de franc CFA 400 par tonne exportée et de franc CFA 600 par tonne importée.

Les opérateurs économiques signalent le laxisme au niveau de certaines banques. Par exemple, un fournisseur peut ne pas être payé pour une raison ou une autre sans que cela soit signalé à son client.

Il faut noter que les taux de frais financiers pratiqués par les banques sont excessifs: ils peuvent atteindre 25 pour cent.

Les transporteurs sur les routes sont soumis à une multitude de contrôle: douane, police, gendarmerie tous les cinq ou 10 km pour des raisons de sécurité. Cela est de nature à gonfler davantage le coût de transport. En effet, de l'avis des opérateurs économiques, les frais d'approche sont élevés et sont obérés par des frais occultes.

Pour la quasi-majorité des opérateurs économiques, la Chambre de commerce et d'industrie, dans sa structure actuelle peut être assimilée à une administration. Elle n'est pas dotée d'une structure de formation destinée aux opérateurs de commerce et d'un système d'information commerciale à l'importation pouvant aider les acheteurs à identifier les meilleures sources d'approvisionnement.

Le Ministère de l'industrie et du commerce, dans sa structure et ses attributions actuelles devrait être ajusté au nouveau contexte de la libéralisation du commerce. D'autre part, l'insuffisance de ses ressources humaines financières et matérielles ne lui permet pas de faire face aux exigences qu'impose le nouveau contexte. Par ailleurs, les ressources humaines dont il dispose doivent être formées pour mieux assurer la gestion de l'institution dans la nouvelle donne du commerce extérieur. Le département doit être restructuré et doté des ressources humaines et matérielles adéquates.

**c) Quels sont les principaux éléments qui bloquent la diversification des exportations?**

Les principaux éléments qui bloquent la diversification des exportations sont:

- la faiblesse et l'irrégularité de la production des produits non traditionnels (miniers, agricoles, animaux, halieutiques et artisanaux);
- l'absence d'information économique et commerciale sur les marchés extérieurs;
- la plupart des orientations et stratégies gouvernementales pour le développement des secteurs de l'économie lié au développement du commerce extérieur ne trouvent pas de concrétisation sur le terrain au moyen des actions spécifiques.

A titre d'exemple, la politique de développement du secteur minier vise à créer des potentiels nouveaux à l'exportation, soit de matières premières soit des produits plus ou moins ouvrés en exploitant les ressources disponibles (diamants, or, sulfures polymétalliques, bauxite, chrome, fer, manganèse, calcaires, uranium, pierres ornementales, etc.), mais aucune action concrète ne traduit cet objectif.

De même, la politique agricole, qui comprend la libéralisation du commerce, des prix et des exportations, la redéfinition du rôle des différents acteurs de l'activité agricole, la mise en place d'un système de crédit agricole, la définition d'une politique foncière de nature à sécuriser l'accès à la propriété; la diversification des cultures en vue de l'exportation, etc. est très peu suivie d'effets concrets.

Par ailleurs, les moyens matériels, financiers techniques de production font cruellement défaut. Les difficultés d'accès au crédit pour les PME et PMI sont notoires en raison des conditions et des taux contraignants. On note aussi le défaut des systèmes de financement de la production pour l'exportation.

D'autre part, l'exploitation insuffisante et inadaptée des mesures incitatives du code des investissements et la faiblesse de l'initiative privée orientée vers la production pour l'exportation des biens et des services sont à noter.

**d) Si l'investissement dans la production de marchandises et de services est insuffisant, quelles en sont les principales raisons? Veuillez préciser (par exemple contraintes structurelles, difficultés pour attirer l'investissement étranger, développement limité des entreprises, financement, manque de techniques appropriées, etc.).**

L'investissement dans la production des marchandises et des services est insuffisante en raison:

- du manque de techniques appropriées (par exemple la technologie appropriée pour la transformation de l'igname en flocons n'est pas encore disponible, il en est de même pour la fabrication du gari, la fabrication de divers articles de bimbeloterie à partir du marbre dont le Togo est producteur);
- de l'étroitesse du marché national (4 millions d'âmes) où la production industrielle locale est soumise à une rude concurrence des importations à meilleur marché; des difficultés d'accès au financement;
- du développement limité des entreprises;

- de la faiblesse du goût du risque et de l'esprit d'entreprise.

**e) Existe-t-il une politique nationale visant à encourager les possibilités d'investissement lié à l'exportation? Veuillez préciser. Quelles sont les dispositions prises pour examiner, élaborer et négocier les arrangements contractuels avec les investisseurs étrangers?**

Il existe une politique nationale visant à encourager les possibilités d'investissement lié à l'exportation. Cette politique est matérialisée par la Loi n° 89-22 du 31 octobre 1989 portant Code des investissements et la Loi n° 89-14 du 18 septembre 1989 portant statut de Zone franche de transformation pour l'exportation.

Le Code des investissements comporte des mesures incitatives à l'exportation et d'autres avantages. Les entreprises installées sous le régime de Zone franche ne paient pas d'impôts pendant les dix premières années et paient 15 pour cent à partir de la 11ème année, sont exonérées d'impôt sur les dividendes pendant les dix premières années pour les actionnaires non nationaux qui peuvent transférer tout ou partie du produit de leur investissement; bénéficient de l'impôt sur les salaires au taux réduit de 2 pour cent et de l'exonération de la TVA, du droit fiscal d'entrée, de la taxe statistique et de tous les droits et taxes qui frappent l'exportation des produits.

En plus de ces instruments d'incitation à l'investissement étranger, des dispositions sont prises pour négocier des arrangements contractuels avec les investisseurs étrangers. C'est ainsi que diverses missions d'information sont fréquemment menées par des délégations de haut niveau, dans les pays étrangers, sur les potentiels d'export agricoles, miniers et touristiques du Togo. Ces missions sont regroupées sous l'appellation "Opérations Portes Ouvertes sur le Togo".

**f) Quels sont les principaux obstacles au transfert, au développement et à l'acquisition de technologies? Existe-t-il une politique/stratégie nationale dans ce domaine? Veuillez préciser.**

Les principaux obstacles au transfert, au développement et à l'acquisition de technologies s'articulent autour des éléments suivants:

- la réticence de ceux qui ont la science, la technique, le savoir-faire et l'expérience à apprendre aux autres qui n'en ont pas et qui veulent y accéder;
- dans certains cas, la formation de base de ceux qui doivent acquérir la technologie ou bénéficier d'un transfert technologique n'est pas suffisante;
- le niveau d'expérience de ceux qui animent l'assistance technique dans le pays: on constate que la plupart des assistances techniques qui viennent dans notre pays sont à leur début et ne maîtrisent pas suffisamment le domaine pour lequel elles sont envoyées;
- l'absence de définition claire de nos besoins d'assistance technique en la matière;
- le manque d'un mécanisme d'évaluation et de suivi de l'assistance technique supposée nous transmettre un savoir-faire et une expérience technologique;
- l'absence de tradition en matière technique: le système éducatif et de formation a donné pendant longtemps très peu de place à l'enseignement technique.

Il n'existe pas de politique/stratégie nationale dans ce domaine.

**g) Quels sont vos besoins d'assistance, technique ou autre, pour atténuer les contraintes au plan de l'offre?**

Les besoins d'assistance technique et financière pour atténuer les contraintes au plan de l'offre s'articulent sur les éléments suivants:

- i) Ni les services publics, ni la plupart des petites entreprises ne disposent de cadres spécialisés maîtrisant les techniques modernes de gestion de l'exportation, de création de produits exportables et de gestion de la qualité. Un programme de formation spécialisée doit faire face à cette situation.
- ii) Aucune institution à Lomé ne dispose actuellement d'un système d'information commerciale pouvant identifier et mettre à la disposition de l'entreprise togolaise de commerce extérieur les opportunités d'affaires dont elle pourrait tirer avantage, ni les conditions dans lesquelles son produit pourra être commercialisé à l'extérieur.

Le Ministère de l'industrie et du commerce ne dispose d'aucun outil d'information spécialisé dans sa division de promotion des échanges, ni des cadres formés à cet effet. Les autres départements ne sont pas mieux dotés et il est souvent difficile, sinon impossible, pour l'entreprise de commerce extérieur de trouver des réponses aux questions qu'elle se pose sur les débouchés extérieurs. Nous avons donc besoin d'être assistés au plan technique et financier à la création d'un système d'information commerciale efficace.

- iii) Dans le cycle de production, des problèmes se posent à la gestion de la qualité dans l'entreprise: contrôle de la qualité des intrants, des matières premières et produits semi-finis importés et le contrôle de la qualité des produits finis. L'assistance technique pour la promotion de la qualité s'avère nécessaire.
- iv) Aucune production n'est possible sans investissement et aucun investissement n'est possible sans promoteur et idée de projet.

Il convient donc de mettre en place un mécanisme dynamique et fécond de génération d'idées de projet de commerce extérieur. La mise au point de ce mécanisme nécessite une assistance technique et financière.

- v) Le Togo ne dispose pas de capacité technique orientée vers l'exportation pour faciliter la conception des produits destinés aux marchés extérieurs ou pour adapter les produits existants afin de répondre aux exigences de ces marchés.
- vi) Il est à noter également le besoin de diversifier les produits exportables et d'améliorer la productivité pour augmenter la production. Ceci suppose qu'il faut disposer des techniques culturelles adéquates, de moyens de stockage et de conservation.
- vii) Pour les produits porteurs identifiés dans les secteurs cultures vivrières, fruits et légumes, épices, herbes fines, herbes médicinales, plantes et fleurs, produits de l'élevage et de la pêche, produits de l'artisanat, minéraux et services, des études de marché et de faisabilité de projet permettraient de définir le volume des opportunités de commercialisations et les stratégies respectives de mise en marché, y compris les conditions à réunir sur les plans de la formation et du savoir-faire pour assurer la disponibilité des marchandises et services exportables dans des conditions satisfaisantes. La prospection des marchés étrangers s'avère aussi nécessaire. Une assistance à la fois technique et financière permettrait de réaliser effectivement la diversification des produits exportables et d'effectuer de telles études et prospections.

Promotion des échanges commerciaux et services de soutien

La promotion des échanges commerciaux comprend un ensemble intégré de services techniques et financiers destinés à renforcer la compétitivité globale des entreprises et à faciliter ainsi leur accès et leur participation accrue au commerce international.

**h) Vos entreprises, petites et moyennes en particulier, ont-elles des difficultés à développer leurs exportations? Quels sont leurs problèmes dans les principaux secteurs d'exportation?**

Les petites et moyennes entreprises ont des difficultés à développer leurs exportations du fait des raisons évoquées précédemment. Plus spécifiquement, leurs problèmes dans les différents secteurs sont les suivants:

- i) Pour les cultures de rente, il s'agit d'une part d'améliorer la qualité de la production togolaise à travers de meilleures techniques de cueillette de conditionnement, ainsi que par le classement du produit exporté, et, d'autre part l'amélioration de la qualité et baisse des coûts à la production, au niveau des collecteurs et exportateurs.
- ii) Quant aux cultures vivrières (tubercules et céréales), il est nécessaire d'améliorer et d'augmenter la productivité et d'introduire un meilleur contrôle de qualité (classement) et un conditionnement plus moderne pour la commercialisation. Il faut noter également les problèmes de conservation.
- iii) Les problèmes relevés au niveau des fruits et légumes, des épices, herbes, plantes et fleurs, concernent:
  - la faible compétitivité sur le plan de la qualité (fruits à l'exception de la papaye);
  - le financement des investissements pour la réalisation des infrastructures (équipement de triage, de calibrage, d'emballage, de palettisation, de marquage, de pesage ainsi qu'une chaîne de froid);
  - les connaissances techniques précises et l'analyse des flux d'informations des marchés (opportunités d'affaires, prix, réglementation sanitaire et commerciale);
  - la maîtrise des techniques de conditionnement et de commercialisation;
  - les connexions à des réseaux de commercialisation;
  - des études des marchés extérieurs pourraient établir des contacts utiles et tracer les lignes directrices d'une stratégie appropriée.
- iv) En ce qui concerne les produits de l'artisanat, les problèmes soulevés touchent:
  - à la diversification ou à la création de nouveaux produits ayant un fort potentiel à l'exportation;
  - à la faiblesse des moyens matériels et financiers des artisans;
  - au manque d'organisation, de la commercialisation et à l'absence d'une stratégie plus engagée et volontariste en faveur du secteur de l'artisanat.
- v) La pêche ne dégage pas beaucoup de possibilités de petits projets, mais l'élevage de petits ruminants (lapins), qui connaît un développement intensif, pourrait offrir des potentiels exportables. Toutefois, les possibilités d'exportation sont totalement ignorées des éleveurs.

**i) Quels sont les problèmes que rencontrent vos entreprises lorsqu'elles veulent obtenir des informations fiables et actualisées sur les possibilités d'exportation/importation?**

Lorsque nos entreprises cherchent à obtenir des informations fiables et actualisées sur les possibilités d'exportation/importation, elles ne trouvent pas d'interlocuteur. En effet, aucune institution à Lomé ne dispose actuellement d'un système d'information commerciale pouvant identifier et mettre à la disposition de l'entreprise togolaise de commerce extérieur les opportunités d'affaires, ni les conditions dans lesquelles son produit pourra être commercialisé à l'étranger ou le produit pourra être importé de l'étranger au Togo.

**j) Vos entreprises peuvent-elles offrir aux acheteurs étrangers des produits dont la conception, la qualité et le conditionnement sont acceptables au plan international? Dans la négative, quels sont les problèmes qui se posent?**

La plupart des petites et moyennes entreprises ne disposent pas de cadres spécialisés maîtrisant les techniques modernes de gestion de l'exportation, de création de produits exportables et de gestion de qualité.

**k) A quels problèmes, autres que ceux qui concernent la politique commerciale, pensez-vous être confrontés si vous envisagez de développer vos exportations de services (par exemple logiciels, tourisme)?**

En matière de logiciel, il convient de noter l'insuffisance de la capacité technique locale, le nombre de techniciens et d'analystes de haut niveau n'est pas encore important.

Dans le domaine du tourisme, le coût élevé du transport pour la destination du Togo constitue une grande entrave au développement du tourisme et des services qui y sont liés.

**l) Quels sont les problèmes techniques/professionnels rencontrés par les institutions de soutien aux échanges (par exemple le conseil de promotion des échanges commerciaux, la Chambre de commerce, l'association des exportateurs, etc.) de votre pays pour fournir leurs services à des entreprises d'exportation/importation?**

Les institutions de soutien aux échanges ne disposent pas de moyens nécessaires, techniques, matériels et humains pour assurer une fonction d'information et de formation correspondant aux besoins des milieux d'affaires. Il n'y a pas de conseil de promotion des échanges, sa mise en place est envisagée.

**m) Quels problèmes et quels inconvénients les entreprises rencontrent-elles dans leurs achats internationaux et la gestion de leurs stocks?**

Dans leurs achats internationaux, les entreprises sont confrontées aux problèmes suivants:

- manque d'informations sur les sources d'approvisionnement;
- absence d'informations sur les conditions d'achat (moyens de transport et les capacités de fret maritime, les possibilités d'assurance et de garantie, de notoriété des fournisseurs, les cours des intrants et les prix des produits à importer, le change et le moyen de règlement);
- absence de manuel de procédures pour les achats;
- ignorance des règles et pratiques du commerce international;
- poids des formalités et des coûts liés aux contrôles additionnels dans les pays de provenance et d'origine des marchandises, suite au système d'inspection de COTECNA avant expédition.

D'autre part, la gestion des stocks n'est pas maîtrisée, le problème de magasinage et d'identification des matières stockées se pose avec acuité; la nomenclature lorsqu'elle existe est soit non homogène, soit non rationnelle, soit non unique. Elle est souvent mal gérée et il n'y a pas de procédure d'inscription en nomenclature. Le niveau de stocks est souvent élevé par rapport aux besoins et il existe des stocks dormants. La comptabilité matière, outil de suivi et d'analyse des stocks relève souvent du financier.

**n) Quels sont les disponibilités et arrangements actuels en matière de facilités de financement des échanges (par exemple garanties de crédit à l'exportation, etc.)? Des carences ont-elles été signalées dans ce domaine?**

En matière de facilités de financement des échanges, les disponibilités et arrangements actuels sont:

- le crédit documentaire;
- la lettre de crédit stand-by;
- l'avance en devise à l'importation que l'importateur peut obtenir de sa banque;
- les cautions en douane (le banquier garantit au service des douanes le paiement des droits de douane);
- les garanties internationales (caution pour assurer la bonne exécution des marchés et pour garantir les engagements financiers);
- les crédits de préfinancement revolving;
- le financement de la commercialisation (mobilisation des créances nées à court terme, crédit à moyen ou long termes exportation).

Mais les PME du commerce extérieur ignorent toutes ces facilités.

**o) Quels sont les principaux problèmes qui se posent pour améliorer les qualifications du personnel chargé de la gestion des exportations/importations dans vos entreprises commerciales? Existe-t-il des programmes de formation dans votre pays? Quelles sont les carences?**

Les problèmes qui se posent pour améliorer les qualifications du personnel chargé de la gestion des exportations/importations concernent:

- A l'exportation: les techniques de coût et prix à l'exportation, les concepts de base du marketing à l'exportation et d'assurance-crédit à l'exportation, les procédures et documents utilisés dans les exportations, la gestion de la qualité et la gestion des stocks;
- A l'importation: les concepts de base en gestion des importations, l'identification des sources d'approvisionnement, la documentation sur les importations et la gestion des stocks.

Il n'existe pas de programmes de formation relatifs au commerce extérieur au Togo.

**p) Votre service de représentation commerciale réussit-il à promouvoir activement votre commerce? Quelles sont les insuffisances?**

Il n'y a pas de service de représentation commerciale chargé d'assurer la promotion de notre commerce extérieur.

**q) Veuillez décrire brièvement vos besoins d'assistance technique en matière de promotion des échanges commerciaux et de services de soutien.**

Nos besoins d'assistance technique en matière de promotion des échanges commerciaux et de services de soutien s'articulent sur les éléments suivants:

- la mise en conformité des réglementations du commerce avec les Accords de l'OMC;
- la formation des opérateurs à la gestion économique et à la négociation internationale;
- la création d'un Centre togolais du commerce extérieur;
- la formation des agents à l'évaluation des valeurs en douane;
- la création d'un guichet unique pour les investissements;
- la création d'un organisme d'assurance du crédit à l'exportation;
- la création d'un conseil de promotion des échanges et d'un fonds de promotion et de garantie du financement des exportations;
- la création de mécanismes de financement à modalités souples pour les PME exportatrices;
- la création et la diffusion de manuels de procédures simples permettant aux opérateurs d'exploiter et de respecter les réglementations et de profiter des accords préférentiels;
- l'établissement, le suivi et le respect d'un Code de la concurrence et de la détection du dumping;
- le renforcement des capacités de performance du Port Autonome de Lomé (efficacité, équipements et infrastructure);
- l'étude des filières togolaises sous-exploitées, tels les produits de contre saison, les fruits et légumes, etc.;
- l'exploitation des ressources minières (manganèses, chromiste, calcaires, pierres ornementales);
- la formation des opérateurs au respect des normes internationales de qualité, emballage, livraison, etc.;
- la tenue des séminaires portant sur le contenu et les implications des Accords de l'OMC. Pour les opérateurs et l'administration: identification des défis et des opportunités; moyens de surmonter les uns et exploiter les autres;
- les études sur l'évaluation de l'impact des Accords de l'OMC sur l'économie togolaise;
- la création d'une cellule nationale de l'OMC, chargée de suivre, d'exploiter les Accords de l'OMC dans les différents domaines, de mettre en oeuvre les recommandations qui s'y rapportent, d'encadrer et de former les opérateurs;
- l'étude sur les potentialités d'échanges de service du Togo;
- la demande d'arbitrage et d'appui pour que les transports maritimes et aériens de et vers l'Afrique soient harmonisés avec ceux des autres lignes de commerce.

Accès aux marchés

**r) Quels sont vos principaux problèmes d'accès aux marchés?**

- problème de qualité des produits et la non-conformité avec les normes internationales;
- absence d'un système d'information commerciale;
- absence de cadres spécialisés maîtrisant les techniques modernes de gestion de l'exportation et la gestion de la qualité dans les petites entreprises;
- non-compétitivité des produits sur les marchés étrangers;
- faiblesse et irrégularité de la production des produits traditionnels ou non.



**s) Quels problèmes ou obstacles spécifiques gênent le plus vos exportateurs, et dans quels pays les rencontrent-ils?**

Les obstacles spécifiques qui gênent nos exportateurs se rapportent à la qualité des produits et à leur non-conformité aux normes internationales reconnues et admises et à l'absence d'information sur la réglementation en vigueur dans les pays. Ce sont surtout les pays européens et les États-Unis où nos exportateurs sont confrontés à de tels obstacles.

**t) Arrangements commerciaux régionaux et sous-régionaux: veuillez indiquer les arrangements auxquels votre pays participe. Êtes-vous satisfaits de la façon dont ils fonctionnent? Veuillez signaler les problèmes inhérents à chacun d'eux. Avez-vous des suggestions à faire sur la façon de régler ces problèmes?**

Le Togo participe aux arrangements commerciaux internationaux, régionaux et sous-régionaux suivants: ACP-UE, CEA, CEDEAO, UEMOA, etc.

- i) Au niveau des ACP-UE, les préférences commerciales sur le marché de l'UE sont érodées par la Clause de la nation la plus favorisée (CNPF) dans le contexte des accords du Cycle d'Uruguay alors que les réclamations pour les compensations conséquentes sont loin d'être prises en compte.
- ii) Au niveau de la CEDEAO, les dispositions ne sont pas suffisamment connues des opérateurs économiques et n'ont par conséquent pas d'effets suffisants sur l'économie du pays. Par ailleurs, les mesures d'harmonisation sont encore en cours.
- iii) Au niveau de l'UEMOA, les mesures d'harmonisation sont également en cours d'élaboration.

**u) Avez-vous des problèmes pour utiliser les systèmes de préférences existant en matière d'accès aux marchés, par exemple le SGP, le SGPC? Veuillez indiquer la nature des problèmes inhérents à chacun d'eux.**

Au Togo, il n'existe aucun système de suivi et d'exploitation des systèmes de préférence existant en matière d'accès aux marchés tels que le SGP et le SGPC qui sont par conséquent peu connus.

**v) Quels sont vos besoins d'assistance technique en matière d'accès aux marchés?**

Les besoins d'assistance en matière d'accès aux marchés s'articulent autour des éléments suivants:

- mise en place d'un système togolais d'information commerciale;
- renforcement du système de développement et de contrôle de qualité;
- information sur les sources d'approvisionnement et la formation des gestionnaires des importations en technique d'achat et en contrôle des approvisionnements importés;
- création et diffusion de manuels de procédures simples permettant aux opérateurs de respecter les réglementations, d'exploiter et de profiter des accords préférentiels;
- exploitation des systèmes de préférences existant en matière d'accès aux marchés. Les structures chargées de ces questions devraient être mises en place. Des séminaires d'information en la matière devraient être organisés.

**C. Assistance technique**

L'assistance technique est normalement offerte aux pays en développement et aux pays les moins avancés pour constituer ou renforcer leurs capacités humaines et institutionnelles, leur fournir des renseignements commerciaux et un soutien juridique lié au commerce, et améliorer leur capacité d'offre afin qu'ils puissent jouer un rôle plus actif dans le domaine des échanges multilatéraux.

**a) Dans la mesure où ce type de renseignements est facilement disponible, pouvez-vous indiquer brièvement quelle assistance liée au commerce vous avez reçue au cours des cinq dernières années de sources bilatérales et multilatérales et quels projets/programmes sont actuellement envisagés dans ce domaine?**

Nous n'avons reçu aucune assistance liée au commerce au cours des cinq dernières années, qu'elle soit de sources bilatérales ou multilatérales. Actuellement, il est envisagé une assistance pour la réalisation d'un programme d'action pour le développement du commerce extérieur.

**b) Veuillez résumer vos besoins d'assistance technique et autres en vous inspirant de la présente liste de questions. Veuillez les classer par ordre de priorité.**

Nos besoins d'assistance par ordre de priorité se rapportent aux préoccupations suivantes:

1. Amélioration du dispositif institutionnel et réglementaire de développement et de promotion des exportations. Création d'un cadre de concertation entre les pouvoirs publics et le secteur privé; mise sur pied d'un organisme de promotion des échanges et du mécanisme de son fonctionnement.
2. Renforcement des compétences en gestion des opérations du commerce. Renforcement des compétences en promotion des exportations, en gestion des importations et des marchés publics et dans l'organisation et la gestion du commerce intérieur. Mise en place d'un réseau de représentations commerciales. Mise en place d'une structure de suivi et d'exploitation des systèmes de préférence (SGP, SGPC).
3. Renforcement de la capacité de gestion du commerce des institutions.
4. Amélioration de l'environnement de l'entreprise exportatrice par la mise à disposition des outils de compétition. Création ou perfectionnement de l'entreprise d'exportation (système d'information, promotion de la qualité, facilitation du financement de la promotion des exportations).
5. Etude des filières togolaises sous-exploitées, promotion des produits togolais sélectionnés sur les marchés d'exportation. Actions de développement des produits et des marchés.
6. Maîtrise des dispositions techniques des accords du Cycle d'Uruguay (pratiques antidumping, subventions, règles d'origine, sauvegardes, accès aux marchés, licences d'importation, mesures sanitaires et phytosanitaires, importation des denrées alimentaires, commerce et environnement AGCS, ADPIC, OTG, SPS, concessions, engagements, notification, etc.). Identification et gestion des défis et des opportunités des accords du Cycle d'Uruguay.
7. Adaptation de la réglementation du commerce extérieur et de la politique commerciale aux exigences des accords du Cycle d'Uruguay. Elaboration de la déclaration de politique commerciale en vue de son examen.

8. Mise en place de trade point.
9. Etude de l'impact du Cycle d'Uruguay sur l'économie du Togo.
10. Formation en matière de négociations.
11. Représentation du Togo auprès des organisations internationales chargées du commerce à Genève dans le cadre de la "Maison universelle".

**c) Si vous considérez les renseignements que vous avez pu fournir jusqu'ici en réponse aux questions figurant dans la présente liste, quels types de renseignements vous paraissent manquer encore ou pouvoir être affinés? Auriez-vous besoin d'une assistance technique pour fournir les renseignements manquants?**

En considérant les renseignements que nous avons pu fournir, nous estimons que les renseignements qui nous paraissent manquer touchent aux institutions et leur rôle dans un projet lié au commerce au niveau local, à l'identification des domaines spécifiques de l'OMC où nous avons besoin d'une assistance technique.

Nous avons besoin d'être pleinement informés sur les domaines spécifiques de l'OMC pour mieux détecter les domaines et les renseignements complémentaires sur nos besoins en assistance technique.

**d) Votre pays dispose-t-il de la capacité technologique et des ressources humaines nécessaires pour utiliser les nouveaux outils des technologies de l'information/de la communication tels que le CD-Rom, Internet, etc.? De quelle assistance auriez-vous besoin pour que votre pays puisse utiliser ces outils dans le contexte de la formation et, sur un plan plus général, dans celui du développement des échanges commerciaux?**

Notre pays dispose d'une faible capacité technologique et des ressources humaines pour utiliser les nouveaux outils des technologies de l'information/de la communication tels que le CD-Rom et Internet.

Nous avons besoin d'une assistance technique (formation) et financière pour que notre pays puisse utiliser ces outils dans le contexte de la gestion des services de la formation et dans celui du développement des échanges commerciaux (constitution d'une base de données, exploitation des informations disponibles par le biais de ces systèmes, etc.).

REPONSES INTEGREES DE LA BANQUE MONDIALE, DU CCI,  
DE LA CNUCED, DU FMI, DE L'OMC ET DU PNUD

TOGO

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question A k):  <u>Assistance technique pour se conformer aux Accords de l'OMC</u>		
Compréhension des dispositions techniques des accords du Cycle d'Uruguay	OMC	Un séminaire national va être organisé en février 1998.  Participation de représentants du Togo dans les séminaires spécialisés organisés en 1998 et 1999 à l'intention des PMA d'expression francophone.  Un stage de politique commerciale d'une durée de trois semaines sera organisé en 1998 et 1999 à l'intention des pays les moins avancés d'expression francophone. Ce stage comprendra une partie consacrée à des simulations de négociations commerciales multilatérales.
	PNUD	Dans le cadre du programme régional RAF/96/001, des séminaires seront organisés dans la sous-région auxquels des cadres togolais pourront participer.
Analyse des défis et des opportunités des accords du Cycle d'Uruguay et des dispositions à prendre pour lever des défis et tirer profit des opportunités offertes	CCI/ PNUD	Dans le cadre multisectoriel TOG/95/001, le PNUD entend financer des missions du CCI pour: 1. évaluer les besoins d'appui pour renforcer les capacités du Togo afin de mieux exploiter les possibilités d'exportation sur le marché mondial; 2. former les cadres nationaux dans la maîtrise des nouveaux instruments du commerce international (en particulier les Accords de l'OMC).

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
Question A k) (suite):	CNUCED/ PNUD	Des études d'évaluation de l'impact économique des Accords de l'OMC sur des secteurs particuliers togolais pourront être entreprises.  Le PNUD est disposé à financer cette étude dans le cadre du programme national sur le renforcement des capacités de gestion.
Formation des compétences nationales en matière de gestion des questions relatives aux accords du Cycle d'Uruguay	OMC	Voir ci-dessus.
	CCI/ PNUD	Voir ci-dessus.
Renforcement des structures gouvernementales et privées dans leur assistance au secteur privé national	PNUD	Dans le cadre de son programme d'appui au secteur privé, le PNUD pourrait répondre à une partie des besoins liés à cette requête. Les modalités exactes de cet appui seront précisées en temps opportun.
Ajustement réglementaire qui prendra en compte les dispositions des Accords de l'OMC	OMC	L'OMC est prête à fournir une assistance au Togo pour l'adaptation de ses lois et réglementations nationales aux Accords de l'OMC. Une mission d'évaluation sera programmée en 1998 afin de déterminer les ajustements qu'il conviendrait d'adopter.
Mise en conformité des réglementations du commerce avec les Accords de l'OMC	OMC	Voir ci-dessus.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question A l):  <u>Assistance technique dans les domaines spécifiques des Accords de l'OMC</u>		
Identification des opportunités d'exportation et des possibilités d'accès aux marchés découlant de la mise en oeuvre des Accords du Cycle d'Uruguay	CNUCED	Voir A k).
Agriculture	CNUCED	Voir A k).
	OMC	Voir A k).
Règles (pratiques antidumping, subventions, règles d'origine, sauvegardes, accès aux marchés, licences d'importation, notification, mesures sanitaires, phytosanitaires, commerce et environnement)	OMC	Voir A k).
OTC et SPS, services, ADPIC, etc.	CNUCED	Un appui technique dans le domaine du commerce des services pourrait être fourni.*
	OMC	Voir A k).

---

\*Financement à demander.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question A m):  <u>Evaluation des capacités d'analyses commerciales et de négociations</u>		
Développement des capacités en matière d'analyse commerciale et de négociation, tant multilatérales que bilatérales dans des domaines déjà couverts par les Accords de l'OMC et dans la politique de concurrence et le commerce et l'environnement. Il faudrait non seulement développer les capacités des ressources humaines dans ces domaines mais surtout apporter une assistance technique et financière	CCI	Le renforcement des institutions de formation en commerce international est prévu sous le projet régional conjoint CCI/CNUCED/PNUD "Renforcement des capacités pour le commerce et le développement en Afrique".
	PNUD	Dans le cadre du programme régional de renforcement des capacités pour le développement du commerce en Afrique (RAF/96/001), le PNUD prendra en charge la participation des cadres togolais aux activités de formation qui seront organisées pour améliorer la capacité de négociation des pays de la sous-région.
	OMC	Voir A k).

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question B g):  <u>Besoins d'assistance technique pour atténuer les contraintes au plan de l'offre</u>		
1. Programme de formation spécialisée pour services publics ainsi que pour des petites entreprises pour augmenter le nombre de cadres spécialisés maîtrisant les techniques modernes de gestion de l'exportation, de création de produits exportables et de gestion de la qualité	CCI	Voir A m). Des modules spécifiques pour les PME en marketing international pourraient être organisés après consultation avec les autorités concernées.*
	CCI/ PNUD	Voir A k).
2. Assistance au plan technique et financier à la création d'un système d'information commerciale efficace	CCI	La base de données TOPS sur les opportunités d'affaires pour les pays membres de la CEDEAO ainsi que la base de données JURIS sur les aspects légaux du commerce international seront mises à la disposition du gouvernement.
	CNUCED	Le CD-Rom TRAINS continuera d'être fourni.
	Banque mondiale	Aspect inclus dans une étude sur la Zone franche du Togo, dans le cadre du PSA <sup>2</sup> en cours. La Banque mondiale apporte également un appui au réseau de l'entreprise de l'Afrique de l'Ouest (REAO) qui a créé son propre système d'information commerciale. La Banque mondiale coopéra avec le CCI dans ce domaine.

---

\*Financement à demander.

<sup>2</sup>Private Sector Assessment, version préliminaire disponible en juin 1998.



Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
Question B g) (suite):		
3. Assistance technique pour la promotion de la qualité dans les entreprises (contrôle de la qualité des entrants, des matières premières, des produits semi-finis importés et des produits finis)		
4. Assistance technique et financière pour la mise au point d'un mécanisme dynamique et fécond de génération d'idées de projet de commerce extérieur		
5. Assistance pour faciliter la conception des produits destinés aux marchés extérieurs ou pour adapter les produits existants afin de répondre aux exigences de ces marchés		
6. Assistance pour la diversification des produits exportables et amélioration de la productivité pour augmenter la production. Ceci suppose qu'il faut disposer de techniques culturelles adéquates, de moyens de stockage et de conservation.		
7. Pour les produits porteurs identifiés dans les secteurs de cultures vivrières, fruits et légumes, épices, herbes fines, herbes médicinales, plantes et fleurs, produits de l'élevage et de la pêche, produits de l'artisanat, minéraux et services, une assistance technique et financière est sollicitée pour réaliser des études de marché et de faisabilité permettant de définir le volume des opportunités de commercialisation et les stratégies respectives de mise en marché, y compris les conditions à réunir sur les plans de la formation et du savoir-faire pour assurer la disponibilité des marchandises et services exportables dans des conditions satisfaisantes ainsi qu'une prospection des marchés étrangers.		

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
Question B g) (suite): 8. Diversification de la production à l'exportation	CCI	Voir B q).
	Banque mondiale	Aspect couvert par une étude dans le cadre du PSA. <sup>2</sup> Dans le cadre de l'ERAC (Economic Recovery and Adjustment Credit) il y a une composante d'élimination des monopoles par les activités tournées vers l'extérieur et réformes des tarifs.

---

<sup>2</sup>Private Sector Assessment, version préliminaire disponible en juin 1998.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question B q):  <u>Besoins d'assistance technique en matière de promotion des échanges commerciaux et de services de soutien</u>		
Promotion des exportations	Banque mondiale	Aspect inclus dans une étude sur la Zone franche du Togo. La Banque estime que l'économie togolaise est trop petite pour avoir une deuxième initiative de promotion des exportations séparée de celle de la Zone franche.
	CCI/ PNUD	L'objectif principal du projet PNUD/CCI Assistance Multisectoriel en cours est la formulation d'une stratégie pour le développement et la diversification des exportations.
Formation des opérateurs à la gestion économique et à la négociation internationale	CCI	Voir A m) et B g).
	PNUD	Voir A m).
Création d'un Centre togolais du commerce extérieur	CCI	Voir ci-dessus. Le dispositif institutionnel pour la promotion des exportations est en train d'être analysé dans le cadre du même projet, en vue de son renforcement.
	Banque mondiale	Aspect inclus dans une étude sur la Zone franche du Togo. (Voir ci-dessus)
Formation des agents à l'évaluation des valeurs en douane	FMI	Le FMI fournira une assistance: pour analyser et mettre à jour la législation et la réglementation douanières afin d'assurer l'efficacité du recouvrement des recettes, ainsi que de l'organisation des douanes et des procédures douanières. (1998: Engagement de principe)

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
Question B q) (suite):	CNUCED	Un projet de modernisation des douanes a été réalisé. Cette activité pourrait être menée dans le cadre d'un projet régional CDEAO/UMOEa actuellement à l'étude.
Création d'un guichet unique pour les investissements	Banque mondiale	Le Guichet unique vient d'être créé au sein de la Chambre de commerce.
Création d'un organisme d'assurance du crédit à l'exportation	CNUCED	Le Togo sera invité à participer aux séminaires régionaux sur l'assurance du crédit à l'exportation organisés par l'OAA et la CNUCED en 1998.  Une étude sur le mécanisme le plus approprié pour l'assurance crédit à l'exportation pourrait être faite et une assistance à sa mise en place pourrait être fournie.*
Création d'un conseil de promotion des échanges et d'un fonds de promotion et de garantie du financement des exportations		
Création de mécanismes de financement à modalités souples pour les PME exportatrices <sup>3</sup>		
Création et diffusion de manuels de procédures simples permettant aux opérateurs d'exploiter et de respecter les réglementations et de profiter des accords préférentiels	CNUCED	Une mission de conseil et de dissémination de manuels sur les SGP et autre législation commerciale pourra avoir lieu.*
Etablissement, suivi et respect d'un code de la concurrence et de la détection du dumping	CCI/ CNUCED	Une assistance pour établir un code de concurrence pourra être fournie.*  Une mission d'évaluation des besoins pourrait avoir lieu.*
	OMC	Voir A k).

---

\*Financement à demander.

<sup>3</sup> La Banque mondiale souhaite que des initiatives dans ce domaine soient basées sur le système bancaire.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
Question B q) (suite):		
Renforcement des capacités de performance du Port Autonome de Lomé (efficacité, équipements et infrastructures)	Banque mondiale	Etudes prévues dans le cadre du PAREP (Projet d'appui à la restructuration des entreprises publiques), présentation au CA de la Banque mondiale en février 1998.
Etude des filières togolaises sous-exploitées. pour les produits de contre-saison, les fruits et légumes, etc.	Banque mondiale	Voir étude ci-dessus sur le potentiel à l'exportation.
Exploitation des ressources minières (manganèses, chromite, calcaires et pierres ornementales)		
Formation des opérateurs au respect des normes internationales de qualité, emballage, livraison, etc.		
Tenue de séminaires portant sur le contenu et les implications des Accords de l'OMC pour les opérateurs et l'administration (identification des défis et des opportunités, moyens de surmonter les uns et exploiter les autres)	CNUCED	En complément des études mentionnées en A k), des séminaires pourraient être organisés.*
	OMC	Voir A k).
Etude sur l'impact des Accords de l'OMC sur l'économie togolaise	PNUD	Dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme national de renforcement des capacités de gestion (PNRCGD), il est normalement prévu des modules sectoriels d'appui du PNUD. Le module à élaborer pour le secteur du commerce pourrait prendre en compte certains besoins d'assistance tels que la formation des compétences nationales en matière de gestion des questions relatives aux Accords de l'OMC, l'analyse des défis et opportunités de ces accords et l'identification des opportunités d'exportation et des possibilités d'accès aux marchés extérieurs.
	CNUCED/PNUD	Voir A k).

---

\*Financement à demander.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
Question B q) (suite): Création d'une cellule nationale de l'OMC chargée de suivre et d'exploiter les Accords de l'OMC dans les différents domaines et la mise en oeuvre des recommandations qui s'y rapportent; encadrer et former les opérateurs		
Etude sur les potentialités d'échanges de services du Togo	CNUCED	Une étude sur les potentialités d'échanges de services du Togo pourra être entreprise, dans le cadre de la réponse à A k).
	Banque mondiale	Voir étude ci-dessus sur le potentiel à l'exportation.
Demande d'arbitrage et d'appui pour que les transports maritimes et aériens de et vers l'Afrique soient harmonisés avec ceux des autres lignes de commerce <sup>4</sup>		

---

<sup>4</sup>La Banque mondiale considère que le problème de la cherté des transports maritimes et aériens ne sera pas résolu par l'arbitrage et l'appui, mais plutôt par l'ouverture à la concurrence, comme dans d'autres pays de la sous-région. En matière de transport aérien, la Banque finance une étude à l'échelle sous-régionale.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question B v): <u>Besoins d'assistance technique en matière d'accès aux marchés</u>		
Mise en place d'un système togolais d'information commerciale	CCI	Voir B g).
	Banque mondiale	Voir B g) 2.
Renforcement du système de développement et de contrôle de la qualité		
Information sur les sources d'approvisionnement et la formation des gestionnaires des importations en technique d'achat et en contrôle des approvisionnements importés		
Création et diffusion de manuels de procédures simples permettant aux opérateurs de respecter les réglementations, d'exporter et de profiter des accords préférentiels		
Exploitation des systèmes de préférences existant en matière d'accès aux marchés. Les structures chargées de ces questions devraient être mises en place. Des séminaires d'information en la matière devraient être organisés.	CNUCED	Une assistance pourrait être fournie dans le cadre du programme SGP.*

---

\*Financement à demander.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question C b):  <u>Résumé des besoins d'assistance technique par ordre de priorité</u>		
1. Amélioration du dispositif institutionnel et réglementaire de développement et de promotion des exportations  Création d'un cadre de concertation entre les pouvoirs publics et le secteur privé; mise sur pied d'un organisme de promotion des échanges et du mécanisme de son fonctionnement	FMI	Voir B q).
	CCI	Voir B q).
	PNUD	Voir A k). En outre, ces appuis s'articuleront avec l'assistance que le PNUD accorde actuellement au gouvernement togolais pour la préparation de la Table ronde des bailleurs de fonds sur le secteur privé prévue cette année à Lomé.
	Banque mondiale	Aspect inclus dans une étude sur la Zone franche du Togo. Voir ci-dessus.  La Banque mondiale cofinance également les études et séminaires en préparation de la Table ronde (PNUD).



Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
Question C b) (suite):  2. Renforcement des compétences en gestion des opérations du commerce.  Renforcement des compétences en promotion des exportations, en gestion des importations et des marchés publics et dans l'organisation et la gestion du commerce intérieur  Mise en place d'un réseau de représentations commerciales  Mise en place d'une structure de suivi et d'exploitation des systèmes de préférence (SGP, SGPC)	CCI	Voir A m).
	CNUCED	Soutien à un point focal SGP, mission de conseil et mise à disposition de l'information.* Voir B v).
3. Renforcement de la capacité de gestion du commerce des institutions		
4. Amélioration de l'environnement de l'entreprise exportatrice par la mise à disposition des outils de compétition		
5. Etude des filières togolaises sous-exploitées, promotion des produits togolais sélectionnés sur les marchés d'exportation  Actions de développement des produits et des marchés	CCI/ PNUD	Voir A k), A m) et B q).
	Banque mondiale	Voir ci-dessus.

---

\*Financement à demander.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
Question C b) (suite):  6. Maîtrise des dispositions techniques des accords du Cycle d'Uruguay (pratiques antidumping, subventions, règles d'origine, sauvegardes, accès aux marchés, licences d'importation, mesures sanitaires et phytosanitaires, importation des denrées alimentaires, commerce et environnement AGCS, ADPIC, OTG, SPS, concessions, engagements, notification, etc.)	OMC	Voir A k), A l) et A m).
7. Adaptation de la réglementation du commerce extérieur et de la politique commerciale aux exigences des accords du Cycle d'Uruguay  Elaboration de la déclaration politique commerciale en vue de son examen	OMC	Voir A k).
	CCI/ PNUD	Voir A k), A m) et B q).
8. Mise en place de trade point		
9. Etude de l'impact du Cycle d'Uruguay sur l'économie du Togo	CCI/ CNUCED/ PNUD	Voir A k), A m) et B q).
10. Formation en matière de négociations	CCI	Voir A m).
	CNUCED	Des séminaires et cours de formation pour les négociateurs commerciaux pourront être organisés.*
	PNUD	Voir A m).
	OMC	Voir A m).
11. Représentation du Togo auprès des organisations internationales chargées du commerce à Genève dans le cadre de la "Maison universelle"		

---

\*Financement à demander.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question C c): <u>Renseignements additionnels</u>		
<p>Considérant les renseignements fournis dans ce questionnaire, les renseignements manquants touchent aux institutions et leur rôle dans un projet lié au commerce au niveau local, à l'identification des domaines spécifiques de l'OMC pour lesquels le gouvernement togolais sollicite une assistance technique</p> <p>Besoin d'être pleinement informés sur les domaines spécifiques de l'OMC pour mieux détecter les domaines et les renseignements complémentaires sur nos besoins en assistance technique</p>		

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question C d):  <u>Capacité technologique et ressources humaines nécessaires pour utiliser les nouveaux outils des technologies de l'information</u>		
Assistance technique (formation) et financière pour que le Togo puisse utiliser des outils tels que CD-Rom, Internet, etc. dans le contexte de la gestion des services de la formation et dans celui du développement des échanges commerciaux (constitution d'une base de données et exploitation des informations disponibles par le biais de ces systèmes)	OMC	L'OMC mettra à disposition du Ministère du commerce un ordinateur et une imprimante laser en février 1998.  Egalement l'OMC établira les connexions nécessaires du point focal avec Internet et de fournir des CD-Rom dont l'un portant sur les résultats du Cycle d'Uruguay et l'autre sur le système commercial multilatéral.
	PNUD	Dans le cadre du projet d'appui aux réseaux de développement durable, le PNUD pourrait répondre à une partie des besoins liés à cette requête. Les modalités exactes de cette assistance seront définies en temps opportun avec le gouvernement.